

moyenne de 9% pour l'ensemble de l'année.

\* \* \* \*

### Forte activité de la construction

Le nombre de mises en chantier a atteint son point le plus bas en mars 1975 et n'a fait que progresser fermement depuis. Une forte stimulation de la construction domiciliaire par les gouvernements fédéral et provinciaux a déclenché une poussée qui a vu le nombre de mises en chantier en décembre atteindre le taux annuel record de 313 000 unités. Ce chiffre est beaucoup trop élevé pour être maintenu, mais l'activité devrait rester forte dans ce secteur et un total de l'ordre de 250 000 unités semble être très possible. Ce chiffre se traduirait par un gain de 16% des dépenses réelles pour la construction domiciliaire, contre des baisses de 3% et 12% dans les deux années précédentes.

Malgré le nombre élevé de mises en chantier prévues, le marché du logement restera probablement étroit. Le nombre d'appartements vacants dans la plupart des grandes villes est extrêmement faible et le nombre de mises en chantier en 1975 et 1974 n'a été que de 231 000 et 222 000 unités respectivement, très au-dessous de l'objectif du Conseil économique qui était de 245 000 unités pour la période 1973-1977.

\* \* \* \*

### Dépenses du secteur public

Alors que la construction domiciliaire, les stocks et les biens de consommation durables alimenteront le redressement de l'économie cette année, le domaine où l'on enregistrera la plus faible progression sur douze mois sera celui des dépenses du secteur public pour l'achat de biens et services. Le gouvernement fédéral a promis de réduire la progression du nombre de fonctionnaires, de faire des économies considérables, de veiller à ce que les augmentations de traitement des fonctionnaires respectent des lignes directrices du programme anti-inflation. On prévoit également que les provinces et municipalités réduiront leurs augmentations de dépenses pour aider à combattre l'inflation et aussi parce qu'elles ne voudront pas augmenter sensiblement les impôts ou la dette publique.

...De toute évidence, si l'on veut sé-

rieusement essayer de limiter les dépenses du secteur public et freiner ainsi l'inflation, c'est dans le domaine des paiements de transfert que les gouvernements devront fixer des priorités plus réalistes et limiter le taux de croissance exagéré.

### Amélioration des exportations

En raison des meilleures perspectives sur notre principal marché des exportations, les États-Unis, qui absorbaient ces dernières années un peu plus de 65% de nos exportations de marchandises, il est probable que 1976 verra une amélioration de la balance commerciale du Canada. L'an dernier, les exportations vers les États-Unis ont augmenté de moins de 1%, chiffre très inférieur à la tendance à long terme et à l'augmentation de 24% enregistrée en 1974. Cette année, les exportations d'automobiles, de bois de construction, de minéraux et, avant la fin de l'année, de papier journal, devraient être largement supérieures à leurs niveaux déprimés de 1975. Le redressement dans l'automobile et le bois de construction se fonde sur un renforcement des marchés de l'automobile et de la construction domiciliaire aux États-Unis. Quant aux minéraux et au papier journal, on prévoit un accroissement par suite de l'épuisement de stocks très élevés, non seulement aux États-Unis, mais aussi chez certains de nos autres partenaires commerciaux. De fortes ventes de céréales à la Russie seront un important facteur positif dans l'équilibre de la balance commerciale cette année.

Les exportations de pétrole sont, bien entendu, un point faible et les quotas d'exportation ont été radicalement réduits cette année. En fait, la valeur des exportations de pétrole déclinera probablement d'un peu plus de 1 milliard de dollars.

Pour les importations en général, nous prévoyons une légère augmentation réelle comparée à une baisse de 4% en 1975, augmentation due surtout à la reprise des dépenses de consommation en biens durables.

Quant aux services, il semble que le déficit sera beaucoup plus grand cette année. Les Jeux olympiques devraient amener une rentrée importante de dollars de tourisme, mais les plus fortes dépenses d'intérêts résultant du récent afflux de capitaux feront plus que compenser ce gain.

\* \* \* \*

En résumé, les dépenses de consommation (particulièrement pour des biens durables), la construction domiciliaire, la constitution de stocks et les exportations seront probablement les points forts de l'économie cette année. Dans l'ensemble, le P.N.B. réel devrait augmenter de 6% environ et le rythme de croissance devrait être relativement égal durant l'année. Les prix devraient mieux se comporter qu'en 1974 et 1975, mais l'inflation reste le principal problème dans notre pays.

### Subvention au collège d'Edmonton

Le gouvernement fédéral versera un million de dollars pour l'achat du collège Saint-Jean d'Edmonton (Alberta), ce qui permettra de maintenir ouvert un établissement qui dispense, en français, des cours de perfectionnement linguistique aux professeurs dont la langue de travail est celle de la minorité de langue officielle, ou qui enseignent le français langue seconde, a annoncé récemment le secrétaire d'État, M. J. Hugh Faulkner.

Un autre montant, équivalant à 25 p. cent des frais d'exploitation de la faculté d'éducation du collège, sera également accordé, en plus du paiement de 10 p. cent versé dans le cadre du programme visant à aider les établissements d'enseignement postsecondaire de la minorité de la langue officielle.

La contribution d'un million de dollars à titre de participation au coût total de l'achat (pas encore déterminé) correspond à la politique de frais partagés telle qu'appliquée précédemment par le fédéral et d'autres provinces. Cette formule de participation fédérale prévaut déjà dans le cas du collège Saint-Boniface, à Winnipeg, ainsi qu'au collège Sainte-Anne, à Church Point, en Nouvelle-Écosse. La province de l'Alberta paiera donc la différence entre le montant de cette subvention et le prix d'achat.

Le collège Saint-Jean est le seul établissement d'enseignement postsecondaire de langue française à l'ouest de Winnipeg. Il compte plus de 150 élèves et offre des cours préparant au baccalauréat et au baccalauréat en éducation. Les étudiants de l'Université de l'Alberta qui suivent des cours de français fréquentent également le collège Saint-Jean.